

République Tunisienne
Ministère des Affaires Etrangères
Mission Permanente de Tunisie
à Genève



*Réunion ministérielle
à l'occasion du 60ème anniversaire
de la Convention de 1951 relative au statut
des réfugiés et du 50ème anniversaire
de la Convention de 1961 sur la réduction
des cas d'apatridie*

**ALLOCUTION DE
S.E. M. MONCEF BAATI
AMBASSADEUR, REPRESENTANT
PERMANENT DE LA TUNISIE
A GENEVE**

(Genève, 8 décembre 2011) PM

En cette année 2011, le peuple tunisien a réalisé une révolution spontanée, et pacifique et sans leadership politique. Les slogans lancés au cours de cette révolution ont puisé leur source dans des valeurs universelles de liberté, de justice et de démocratie.

Le 23 octobre 2011, les Tunisiens ont procédé à l'élection d'une Assemblée nationale constituante, à la faveur d'un scrutin libre et démocratique supervisé par une instance nationale indépendante et des observateurs nationaux et étrangers.

Si la Tunisie se trouve, ainsi, à l'avant-garde de la transition démocratique dans la région, elle a, cependant, besoin de l'aide de toute la communauté internationale pour réussir sa transition vers un Etat stable et prospère.

Mesdames, Messieurs,

En cette année 2011, la Tunisie a été également confrontée à une crise humanitaire sans précédent à ses frontières avec la Libye.

Dans un élan de solidarité extraordinaire et dans un moment d'adversité pour notre pays, les Tunisiens se sont portés spontanément au secours de plus d'un million 300 mille réfugiés et personnes déplacées de différentes nationalités.

Ce fut un défi majeur pour la Tunisie qu'elle put mener à bon port, en étroite collaboration, avec le HCR, des pays frères et amis et d'autres partenaires qu'il me plaît de remercier tous, sincèrement.

Je voudrais réitérer l'appel à trouver une solution prompte et durable à la situation des quelques 4 mille personnes toujours réfugiées en Tunisie et qui ne peuvent, pour diverses raisons, retourner dans leur pays d'origine.

Mesdames et messieurs,

La célébration des anniversaires de nos deux Conventions correspond, pour la Tunisie, à un moment de rupture avec une vision politique étriquée du droit international humanitaire.

Ceci a été concrétisé récemment par l'ouverture en Tunisie de bureaux de nombreuses instances et organisations internationales dont le HCR.

Cette orientation a été particulièrement consacrée par l'adhésion la Tunisie à la Cour pénale internationale et par le retrait des réserves émises à l'égard de la Convention des Nations Unies relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme.

Mesdames et Messieurs,

En ce moment solennel de la célébration, nous réaffirmons notre engagement, à respecter et à défendre les principes et valeurs qui sous-tendent le régime international de protection des réfugiés.

Pour ce faire, le Gouvernement tunisien a mis sur pied une Commission d'experts chargée de faciliter l'adoption d'une législation nationale en matière d'asile et de droit des réfugiés qui soit conforme aux engagements du pays.

Dans le même esprit, je voudrais signaler que le Code de la nationalité en Tunisie a été amendé en 2010, afin de permettre l'octroi de la nationalité tunisienne aux enfants nés de mère tunisienne, indépendamment de leur lieu de naissance. Cet amendement a conforté la place de la femme dans la société tunisienne en assurant l'égalité entre conjoints en matière d'octroi de la nationalité aux enfants et a contribué à réduire et à prévenir les cas d'apatridie.

Cet amendement a aligné la législation tunisienne sur les dispositions de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et constitue un précédent dans la région.

Je vous remercie pour votre attention.